

La Vie sociale
et économique

Le Syndicalisme est-il mort à Saint-Etienne ?

Par Pierre MONATTE

« Le syndicalisme est mort ! »

Ces paroles ont été prononcées le dernier jour du Congrès de Saint-Etienne. Par qui ? L'Agence Radio les attribue à Besnard. Mais les journaux régionaux, la *Tribune de la Loire* et le *Progrès de Lyon*, les mettent dans la bouche de Lorduron, le secrétaire de l'Union départementale de la Loire. Il n'a pas rectifié, à ma connaissance. D'ailleurs, le *Progrès* a précisé que Lorduron était au pied de la tribune, — c'est-à-dire près de la table des journalistes, — quand il lança son mot historique. Attribuons-lui en donc la paternité.

A-t-il eu raison ? A-t-il été bon ou mauvais prophète ? Tout au contraire de Lorduron, je pense que le syndicalisme non seulement n'est pas mort à ce Congrès de Saint-Etienne, mais qu'il s'y est sauvé. Sauvé comme mouvement, sauvé comme théorie.

Il courait à une mort certaine, il était lancé vers un précipice, lancé à fond de train par une équipe de gens qui lui lardaient les flancs de coups d'épéon. Bien près du précipice, il s'est ressaisi à la vue du danger ; d'un coup brusque, il a viré à temps, faisant voltiger ses cavaliers. Ceux-ci, le derrière par terre, gémissent que tout est perdu. Non, tout est sauvé.

Ce qu'escomptaient les gens de la rue Lafayette, et d'autres avec eux, ne s'est pas produit. C'est mieux qu'un signe, c'est un premier résultat.

Le syndicalisme s'est ressaisi à Saint-Etienne par une majorité forte des deux tiers des syndicats représentés. Que ne l'a-t-il fait six ou huit mois plus tôt ?

Il y a six mois, personne n'avait le sentiment du danger couru par le mouvement syndicaliste. La scission provoquée par les dirigeants de la rue Lafayette s'était produite. Regretter la rupture de l'unité syndicale paraissait jérémiade vaine. Ce qui importait, c'était de mettre debout la C.G.T.U., de maintenir à tout prix l'unité au sein des tendances révolutionnaires. D'un côté, on s'y est efforcé ; de l'autre, on a fait tout le contraire. Il a fallu une longue succession de faits supportés d'abord assez philosophiquement par les militants, puis moins bien, puis fort mal. A force d'endurer, un jour ils ont explosé.

C'est toute l'histoire du Congrès de Saint-Etienne, comme on va le voir.

L'INITIATIVE DES DISSENSIONS

Un militant obscur, l'un de ces milliers d'inconnus dont le dévouement a toujours fait la force du syndicalisme, m'écrivait, il y a quelques mois, qu'il ne comprenait plus rien à ce qui se passait dans le mouvement depuis la scission. Il n'était pas seul à ne pas comprendre. Et nous étions bien excusables de ne pas l'ai-



(D'après un bois gravé de Roger Fry)

der, lui et ses pareils, à comprendre. Nous-mêmes n'y comprenions plus grand' chose. Pour ma part, j'y avais renoncé. Je me disais : « Tu es une ganache de la vieille génération qui ne comprend plus les couches nouvelles de militants. Ne reste donc pas entre leurs jambes ; tu ne pourrais que les entraver. » Et tranquillement, je m'étais mis à l'écart, ruminant une prophétie que m'avait faite, en décembre 1914, mon vieil ami James Guillaume. J'étais allé causer avec lui de ma lettre de démission du Comité confédéral que je lui avais laissée à une précédente visite, où je l'avais trouvé malade et alité.

Il était encore malade. Assis près de son lit, nous discussions le problème de la guerre et nos attitudes respectives, depuis une longue heure, quand une phrase m'échappa. « Sans doute, avec Kropotkine, êtes-vous d'un autre âge... vous ne nous comprenez pas ». Il y eut un silence. Puis Guillaume me répliqua : « Laissez finir cette guerre, Monatte ; si vous en réchappez, dans le monde nouveau qui sortira d'elle, vous aussi, pour ceux qui viendront, vous serez un vieux, malgré votre jeunesse ».

Cette prophétie, je l'ai remâchée bien des fois ; elle a contribué, avec les sommations du médecin, à me faire rentrer dans mon coin et j'y suis resté bien sage pendant quatre mois.

Ce mutisme, assez prolongé cependant, ne m'a pas épargné le reproche d'avoir, parmi les premiers, déchaîné les dissensions au sein de la C.G.T.U. C'est ainsi qu'on peut écrire l'histoire quand on manque de sang-froid et qu'on se laisse gagner par le parti-pris.

Pourtant, c'est le 15 avril seulement que j'avais ris-

qué un pauvre article dans l'*Ecole Emancipée*, à propos justement de trois motions de la C.G.T.U., l'une du Comité Confédéral Unitaire du 5 mars, l'autre de la Commission Administrative provisoire du 15 mars, la dernière de quelques semaines plus tard, à l'occasion d'un filet de Tourette dans l'*Humanité*.

La première de ces motions votée au C.C.N., relative aux emprisonnés de partout, visait tous les gouvernants « quels qu'ils soient », mettant sur le même pied, accrochant au même pilori le gouvernement bolchevik et la monarchie espagnole.

La deuxième, émanant de la C. A. provisoire, renforçait la première et déclarait ne pas confondre la Révolution russe avec aucun gouvernement ou parti.

Dans la troisième, la majorité de la C. A. se refusait à identifier la Révolution avec un gouvernement ou un parti occupant passagèrement le pouvoir.

Sans contestation possible, l'initiative des dissensions incombe à la majorité de la C. A. de la C.G.T.U. et l'on ne peut reprocher à la minorité, — devenue majorité à Saint-Etienne, — que sa grande patience et sa longanimité.

Dès les débuts de la C.G.T.U., on a voulu la désolidariser de la Révolution russe, la dresser contre elle et l'on a poursuivi cette tentative jusqu'à la conférence de Berlin où les délégués français, à la veille du Congrès de Saint-Etienne, ne se contentaient pas d'une résolution aggravant celle du C.C.U. du 5 mars, où ils provoquaient le départ de la délégation des syndicats russes et jetaient les bases d'une seconde Internationale syndicale révolutionnaire.

Les mêmes hommes que j'avais qualifiés de « scissionnistes de gauche » au Congrès unitaire de décembre, s'apprétaient et s'apprent à réaliser une scission sur le terrain de l'Internationale.

On comprend que le Congrès de Saint-Etienne ait décidé d'intervenir les questions à l'ordre du jour et de traiter d'abord les plus essentielles. Il fallait en premier lieu fixer l'orientation syndicale qu'entendait se donner la C.G.T.U. et dissiper le profond malaise qu'avait créé son bureau provisoire et la majorité de sa C.A.

ESPRIT UNITAIRE

Sémard a eu grandement raison de dire à Saint-Etienne que si on l'avait écouté, ce n'est pas 1.200 syndicats qui auraient participé à ce Congrès constitutif.

Il y en avait eu 1500 au Congrès unitaire de décembre. Tous évidemment n'ont pas rejoint la C.G.T.U.; ils ne pouvaient être liés par le Congrès unitaire qui était avant tout une manifestation pour l'unité; certains se sont placés dans l'autonomie comme le syndicat parisien des cochers et chauffeurs qui n'en a pas moins participé avec force au 1^{er} mai dernier, lui donnant une bonne part de son relief, et qui vient de se prononcer pour la suppression de l'impôt sur les salaires, la plateforme même de la C.G.T.U. D'autres sont restés rue Lafayette plutôt que de briser l'unité de base, l'unité dans la cellule initiale qu'est le syndicat. Mais d'autres qui n'étaient pas au Congrès unitaire sont venus; d'autres se sont fondés.

Le Comité Confédéral du 5 mars a commis une faute d'aiguillage, en même temps qu'il commettait une faute morale contre la Révolution, dont la Révolution russe est la première incarnation.

Le Congrès unitaire de décembre avait décidé de convoquer, au cours du premier semestre 1922, le Congrès de la C.G.T. et d'y appeler toutes les organisations représentées à Lille. Le Comité confédéral unitaire du 5 mars annulait cette décision. Il repoussait une proposition de Sémard déclarant qu'il fallait admettre les syndicats autonomes à titre consultatif. Et l'on assistait à une manœuvre de haut goût de Besnard, proposant le maintien strict de la résolution de décembre, simplement — ainsi qu'il le déclara en retirant sa proposition — de façon à faire la preuve qu'elle était impraticable et caduque. L'esprit des scissionnistes de gauche s'imposait, tandis qu'il aurait fallu, dans l'intérêt de la C.G.T.U. comme dans l'intérêt de l'unité syndicale, faire confiance à tous les syndicats et les appeler tous. Une atmosphère différente aurait existé. Même s'il n'en devait pas venir un de plus à ce Congrès constitutif de Saint-Etienne, il était capital de montrer que la maison était la maison de tous, que le qualificatif d'unitaire n'était pas une enseigne trompeuse; il était important d'aller, par cette invitation au Congrès, remuer les syndicats demeurés rue Lafayette.

Par manque de confiance, par crainte puérile que ce Congrès constitutif perdît son temps à ressasser des regrets impuissants, on ne vit pas que durant une période assez longue, la C.G.T.U. serait une organisation dont toutes les forces ne pourraient être ramassées en un bloc et d'un coup, qu'elle serait un aimant attirant toujours plus de limaille, un cristal en voie de développement dans un monde syndical en dissolution.

La force de la C.G.T.U., ses effectifs et sa valeur de combat, grandira d'autant plus vite que son rayonnement sera plus étendu, que sa puissance attractive s'exercera mieux sur les syndicats momentanément autonomes et sur ceux qui, tout en étant rue Lafayette, possèdent une minorité révolutionnaire. C'est ainsi qu'on aurait vu incessamment des syndicats entiers se détacher pour venir rejoindre le bloc unitaire.

Le 27 février, à la veille du comité confédéral unitaire, Hercllet lançait dans le *Journal du Peuple* une idée trop sage pour qu'elle put trouver sa réalisation dans un monde emporté par les folles passions :

Pour que le syndicalisme, disait-il, continue au-dessus des organismes centraux divisés, il faut que l'unité soit sauvegardée en bas dans le syndicat; il faut que le syndicat continue à être l'agglomérat de toutes les tendances; il doit continuer à grouper tous les travailleurs, simplement et seulement parce qu'ils sont des travailleurs.

Il est donc désirable pour l'unité de la classe ouvrière, sinon pour l'unité de ses organismes centraux, que les syndicats ne permettent pas deux syndicats à la base et qu'ils collent l'étiquette de scissionniste au front de tous ceux, sans exception, qui sont ou qui seraient assez peu syndicalistes pour organiser en syndicats (?) des minorités de syndiqués que la majorité n'exclurait pas.

...Que les camarades unitaires, perdus, en minorité dans les syndicats qui ne désapprouvent pas encore les scissionnistes, ne quittent pas ces syndicats et continuent la lutte menée par la minorité depuis toujours.

Hélas ! cette idée n'était pas réalisable pratiquement en tous lieux. La rue Lafayette s'efforçait de briser les syndicats unitaires et la riposte était souvent une nécessité. Au moins aurait-on pu limiter la casse au minimum au lieu de l'ériger en système. Je suis sûr qu'au bout de l'an les bénéfices pour la C.G.T.U. auraient été infini-

ment plus considérables. Je n'en veux pour preuve que le puissant syndicat des mineurs du Pas-de-Calais où, par cette méthode, nos camarades auraient certainement obtenu de meilleurs résultats.

Tout au moins aurait-on pu ne pas traiter par le mépris une telle idée, inspirée par le plus pur esprit syndicaliste et ne pas calomnier ceux des militants qui, dans leur petite sphère, cherchaient à sauver le peu d'unité à la base qui pouvait être sauvé.

Pour cela, il fallait être sincèrement unitaire et pour être unitaire, il fallait être véritablement syndicaliste, tenir à cette règle pratique d'organisation, un seul syndicat par profession et par localité, afin d'être fort en face du patronat. Or, il faut bien le dire, cette règle a perdu de sa rigueur. On ne croit plus guère à sa vertu.

SYNDICATS D'AFFINITES

D'une part, la scission socialiste a entraîné certains camarades à raisonner sur le mouvement syndical de la même manière que sur les partis, oubliant qu'un parti est basé sur une conception, sur une doctrine, tandis que le syndicat, groupe d'intérêts et de classe, doit embrasser tous les travailleurs quelle que soit leur doctrine.

D'autre part, les anarchistes qui manquaient déjà du sens de l'organisation ont forgé une théorie des syndicats d'affinités qui s'étale naïvement tout au long du *Bulletin International* publié à l'occasion de la conférence de Berlin :

Une unité organique qui veut être viable et durable pour la poursuite d'un but, ne peut se réaliser qu'entre des éléments affinitaires.

C'est en vertu de cette conception que les rédacteurs de ce *Bulletin* ont écrit :

Une expérience de plusieurs années pour le maintien de cette unité organique, c'est-à-dire l'unité pour la forme... a convaincu la majeure partie des ouvriers français qu'une scission était préférable à une telle unité.

Et ceci encore, qui est une condamnation bien amusante :

Il est caractéristique que les chefs qui ont, de part et d'autre, atteint le pouvoir pour eux mêmes (sic), Jouhaux et Dumoulin d'un côté, Monatte et Monmousseau de l'autre, aient été contre la scission et protestent de leur volonté d'unité.

La condamnation est évidemment méritée par Monmousseau et par moi; mais l'une des preuves que Jouhaux et Dumoulin n'ont rien gardé de leur syndicalisme d'antan, c'est précisément qu'ils ont préparé sciemment, cyniquement la scission et fait leur deuil de l'unité.

C'en serait fini du syndicalisme révolutionnaire s'il faisait sienne cette conception du syndicat d'affinités et s'il renonçait à sa règle pratique de toujours.

Sur ce point important, la pensée de l'Internationale rouge, comme de l'Internationale communiste, rejoint celle du syndicalisme révolutionnaire; les deux expériences ont abouti à la même ligne de conduite. C'est cette constatation qui a d'ailleurs entraîné vers l'I.S.R. mon ami Foster qui lutte de manière si féconde au sein de l'*American Federation of Gompers*. Mais c'est elle aussi qui a éloigné de l'I.S.R. les mouvements syndicaux affinitaires comme les I.W.W. Au premier rang de leurs griefs, il y a la recommandation faite de ne pas briser les vieux syndi-

cats, de combattre dans leur sein, de poursuivre leur régénération et leur conquête. Faute de cela, il est trop certain que les révolutionnaires s'isolent des masses, que le levain s'éloigne de la pâte et ne lui est d'aucun effet.

Nos scissionnistes de gauche ont beau accaparer l'étiquette de syndicalistes; ils tournent le dos au syndicalisme révolutionnaire sur ce point comme sur bien d'autres aussi essentiels.

Leur attitude en face de l'idée du front unique m'en a convaincu. S'il est une idée que devait saisir d'instinct un syndicaliste, c'est bien celle-là. Les éléments politiques pouvaient trouver de graves dangers au front unique; pour les syndicalistes, c'était la forme la plus heureuse pour remédier à la dispersion et à la scission actuelles. Aucun danger, rien que des avantages. Que faut-il pour que nos méthodes prouvent leur supériorité? Des possibilités d'action, des conditions favorables pour l'action. Les véritables syndicalistes doivent souhaiter l'action; c'est là qu'ils laisseront en panne les réformistes avec leurs méthodes de bureaucrates, d'avocassiers, de quémandeurs prêts à toutes les servilités; c'est là qu'ils reformeront l'unité ouvrière.

Impossible d'être unitaire, vraiment unitaire, et d'être contre le front unique. Impossible d'être un mouvement d'action, un mouvement de lutte de classes, et d'être contre le front unique. Les syndicalistes devaient être les premiers à applaudir, à saluer cette idée.

Si l'esprit unitaire avait réellement animé la C.A. provisoire de la C.G.T.U., il y aurait eu plus de 1.200 syndicats à Saint-Etienne et il n'y aurait pas eu beaucoup de syndicats en France à suivre d'un œil indifférent ses assises, car la C.G.T.U. leur serait apparue non comme une organisation de secte, mais comme la maison où ils rentreraient un jour ou l'autre.

LA MAISON DEMOLIE

Quand il eut connaissance du projet de statuts élaboré par la C. A., Bouët s'écria: « C'est la maison transformée de fond en comble! » Il était bien bon. C'était tout simplement la maison démolie.

La C.G.T. tient sur deux pilotis, les Fédérations et les Unions départementales. On mettait à distance les Fédérations, leur retirant l'accès du Comité confédéral. On supprimait les Unions départementales et l'on créait de toutes pièces une trentaine d'Unions régionales.

C'est sur ces Unions régionales, dont on ne pouvait prévoir la solidité, qu'on allait faire reposer la C.G.T.U. Comme fondations, ça ne promettait guère.

Même fantaisie quant aux ressources. Longtemps, des cotisations mensuelles régulières avaient seules fourni les moyens d'existence de la C.G.T., très faibles cotisations d'ailleurs, 4 centimes par membre et par mois (2 centimes venant par les Fédérations, 2 autres par les Unions). Pour grossir les ressources, le prix de la carte confédérale annuelle fut porté à 1 franc (1). Mais

(1) Quand j'en suis au chapitre des finances, je vais raconter un souvenir de la seule réunion de la C.A. à laquelle j'ai assisté. La première qu'elle tenait. La première et la dernière à laquelle j'ai assisté.

J'ai, paraît-il, manqué de moralité en acceptant d'être désigné à la C.A. par le congrès unitaire et en ne remplis-

pour tous ceux qui suivent d'un peu près la vie confédérale, il ne fait pas de doute que ce complément de la carte était insuffisant.

Tel n'était pas l'avis de la C. A. Bravement, elle proposa la suppression de toute cotisation mensuelle, ne conservant que le produit de la carte confédérale. Elle pensait que cela produirait grand effet sur les syndicats et les syndiqués et que ceux-ci lui sauraient gré de ce syndicalisme à bon marché. Il n'en a rien été, parce que syndiqués et syndicats attendent du travail de la C.G.T.U. et savent qu'on ne fait rien avec rien; ils sont prêts à fournir les ressources nécessaires pour le travail nécessaire. Ce qu'ils n'aiment pas fournir, ce sont des ressources pour qu'on les gaspille.

Une C.G.T. basée sur des Unions régionales à former et ravitaillée simplement par le produit de la carte confédérale, ce n'était pas une C.G.T. transformée, mais une C.G.T. démolie avant peu.

Sa force et ses ressources étaient réduites juste au moment où son rôle devient plus grand. On peut dire sans exagération qu'il n'est guère de problèmes économiques qui ne soient nationaux ou internationaux. Le sort de chacun se joue rarement dans sa boîte, en tête à tête avec son patron. Regardez les grèves des métaux qui se produisent en ce moment; presque toujours les grévistes se heurtent à cette réponse: Ce n'est pas nous qui décidons, mais la rue de Madrid, c'est-à-dire le Comité des Forges. Voyez chez les mineurs frappés de chômage et menacés d'une diminution de salaires. C'est la faute d'une invasion par dumping des charbons anglais; c'est la faute du traité de Versailles et des livraisons de charbon allemand. Prenez les tisseurs, prenez les marins, prenez tous les ouvriers et prenez tous les paysans, personne qui puisse dire qu'il peut s'isoler, se retrancher dans son atelier, sa localité ou son département. Tous dépendent de problèmes nationaux ou internationaux. Aussi, jamais le rôle de la Centrale nationale n'a été plus grand.

On démolissait la maison à l'heure où il faut l'agrandir.

Derrière ces fautes et ces erreurs, je retrouvais la même conception utopique du syndicalisme. De même qu'on se

figurait pouvoir rassembler la classe ouvrière avec un vibrant appel sur une belle plate-forme théorique, ce qui explique l'attitude de certains scissionnistes de gauche, on croyait que des statuts peuvent engendrer une organisation alors qu'ils n'en sont que le vêtement, un vêtement qui lui va plus ou moins bien, selon qu'on l'adapte ou non au fur et à mesure des besoins nouveaux de l'organisation.

Pour se figurer cela, pour couper les membres vivants de l'organisation sous le malin prétexte qu'on va lui en greffer de plus beaux, il faut non pas seulement ne pas avoir grande expérience des difficultés de l'organisation, mais manquer totalement de ce réalisme qui caractérise le syndicalisme. J'ai entendu ces temps derniers, un camarade penché sur un gros travail de réorganisation, grogner contre les marchands de boniments soi-disant syndicalistes. Il n'avait pas tort.

Un si beau projet de statuts, dans l'esprit de ses pères et parrains, ne devait pas être amputé d'un mot, modifié d'une virgule. Dès sa publication dans le *Libertaire*, celui-ci déclara qu'il veillerait sur sa pureté et ne permettrait pas qu'on y put toucher. A Saint-Etienne, Monmousseau pouvait rappeler à Lecoq que lorsqu'un contre-projet fut publié, il avait demandé des sanctions contre les indisciplinés coupables d'un tel délit.

Au lieu de se féliciter d'un contre-projet et d'en susciter des dizaines afin que la position fût traitée à fond par tous ceux qu'elle intéressait, on servait son plat et l'on disait: Admirez et avalez. Ceux qui ont fait la grimace se sont fait regarder de travers. Ceux qui ont dit qu'ils aimeraient mieux autre chose, se sont fait injurier. Quant aux congressistes de Saint-Etienne qui ont fait voltiger la vaisselle et le contenu, ils ne peuvent être que des canailles ou des politiciens, à moins qu'ils ne soient des canailles de politiciens, selon le langage de celui qui vint à la minorité syndicaliste après Tours, bras-dessus bras-dessous avec Le Trocquer.

C'est ainsi qu'on a compris la liberté des militants, celle des tendances; c'est ce qu'on appelle le fédéralisme; c'est ainsi qu'on met la main, au travail d'organisation.

Sémard a raconté, avec esprit, comment, à la Commission Administrative, certains camarades avaient été traités en suspects et comment on y comprenait le travail. Forcément, ceux qui courent la France comme lui pour la propagande de leur organisation ne pouvaient pas être toujours à Paris et assister à toutes les réunions. Mais quand il était là, c'était régulier, au lieu du travail pratique qui ne devait pas manquer, Besnard prononçait le sacramental: « Il faut se situer... » et les écluses s'ouvraient au nom du fédéralisme, du syndicalisme pur nouveau style, de l'autonomie, de l'indépendance.

INDEPENDANCE, INDEPENDANCE

Au Congrès minoritaire de Lille, j'avais remis à leur place les prétentions des « partisans » du syndicalisme nouveau style en leur rappelant que le premier devoir pour le syndicaliste se suffisait à lui-même, c'était de faire son propre travail. J'avais donné lecture d'une lettre de Besnard demandant à l'U.S.T.I.C.A. l'établissement d'un plan constructif à opposer à Lille au programme con-

fédéral. J'aurais pu m'étonner d'avoir vu dans les colonnes Besnard et qui n'était autre qu'un long rapport de de l'*Humanité* un long travail portant la signature Pierre l'U.S.T.I.C.A. Je n'ai pas voulu insister alors et jeter le ridicule sur un camarade et sur le mouvement de la minorité, afin qu'on ne puisse pas dire qu'elle était incapable de concevoir et de mettre sur le papier son propre programme.

Mais quand je lis dans la motion Besnard déposée à Saint-Etienne:

Le Congrès déclare que les événements prochains se dérouleront dans l'ordre économique. Les nouvelles conditions de la vie des peuples vont poser, avec une force grandissante et insoupçonnée, les véritables caractères de la vie sociale.

Cette vie sera l'œuvre des activités productives et créatrices, par la combinaison des efforts des *manœuvres*, des *techniciens* et des *savants*.

Je me dis que ce n'est pas un syndicaliste qui a écrit cela, que c'est probablement encore du travail fait sur mesure par quelque technicien, mais du travail où transparaît le mépris de la classe ouvrière, ces *manœuvres* que la technique et l'intelligence devront conduire par la main.

Et je répète ce que je disais à Lille: ceux qui vont ailleurs se faire établir leurs programmes et leurs résolutions peuvent chanter sur tous les tons qu'ils sont des syndicalistes, les seuls syndicalistes, ils prouvent simplement qu'il ne savent pas ce que c'est que le syndicalisme, qu'ils sont incapables de défendre son indépendance, car la première garantie de l'indépendance, c'est la pensée propre et vive d'un mouvement qui se garde contre les infiltrations empoisonnées des autres classes. Ceux qui, impuissants à forer leur propre source, vont chercher leur eau chez le voisin, ridiculisent, avilissent le syndicalisme et le préparent à toutes les subordinations.

LE PACTE

Le malaise s'aggravait de jour en jour dans la C.G.T.U., le brouillard s'épaississait, les meilleurs cherchaient leur route en tâtonnant et se disaient qu'ils avaient traversé des situations bien inexplicables, quand un jour la *Bataille Syndicaliste* publia le fameux Pacte qui liait depuis février 1921 un certain nombre de militants.

Ce fut un trait de lumière. Le brouillard fut balayé. Tout ce qui était demeuré obscur s'expliquait naturellement. Les faits s'enchaînaient merveilleusement, depuis les difficultés au sein des C.S.R. et leur épuisement désertique jusqu'aux difficultés au sein de la C.G.T.U.

Les « pactisants » avaient pris des engagements sérieux:

« Pratiquer entre nous une solidarité effective, matérielle et morale sans limite. Se défendre mutuellement contre toute attaque et répondre l'un de l'autre comme de soi-même. Se prêter aide et protection réciproque, en se déclarant solidaires les uns des autres. »

Pour quelle besogne périlleuse, illégale, corporative?

« Nous nous engageons à œuvrer par tous les moyens en notre pouvoir pour qu'à la tête et dans tous les rouages essentiels du C.S.R., principalement à la tête de la C.G.T. quand elle sera en notre pouvoir ou sous notre contrôle. NOUS ASSURONS L'ELECTION, aux postes les plus en vue et responsables tant au point de vue des conceptions théori-

ques qu'à celui de l'action pratique, des camarades purement syndicalistes révolutionnaires, autonomistes et fédéralistes. »

Tout de suite, on vit ce que valaient pour ces gens qui les avaient toujours à la bouche les mots d'autonomie, de fédéralisme.

Que devient donc le fédéralisme quand il existe une franc-maçonnerie au sein de l'organisation, un comité mystérieux qui la manœuvre et la domine? Le fédéralisme n'est plus qu'une fiction. Le syndicalisme, durant plus d'un an, n'a été qu'un guignol dont le Pacte, dans la trappe, tirait les ficelles.

Que devient l'autonomie du mouvement? Peut-on démêler ce qui est la pensée des organisations et ce qui est la pensée du « Pacte ». Une décision prise l'a-t-elle été suivant le désir et le besoin de l'organisation, ou bien suivant le désir et le besoin du Pacte.

Le Pacte, c'était le sabotage du fédéralisme et de l'autonomie, la négation et la destruction du syndicalisme. Tout le monde eut un haut-le-corps. Les incidents de la conférence de Berlin devaient venir par là-dessus et montrer comment la majorité de la C.A. inter-prétait et appliquait ses propres décisions.

LE CONGRES DES CHEMINOTS

Le Congrès fédéral des cheminots permit de se rendre compte qu'en dépit de tous leurs efforts les partisans du Pacte auraient de la peine à obtenir une désolidarisation d'avec la Révolution russe; qu'ils n'oseraient pas opposer franchement leur projet d'Internationale de Berlin; on put voir que l'esprit sincèrement unitaire avait repris sa vigueur et noter des déclarations favorables au front unique, tranchant avec celles qu'on se laissait entraîner à faire quelques mois auparavant, sous la clameur des gens du Pacte. Les cheminots n'ont-ils pas d'ailleurs pratiqué le front unique pour que l'orphelinat ne souffrit pas de la scission? Pourquoi n'en feraient-ils pas autant demain contre les Compagnies et contre Le Trocquer?

L'adhésion à l'Internationale syndicale rouge fut votée à une forte majorité; mais il serait inexact de classer la minorité parmi les partisans de l'Internationale de Berlin. Deux réseaux surtout fournirent des voix à la minorité, le P.-L.-M. qui d'ailleurs a modifié ses votes au Congrès de Saint-Etienne et qui s'était placé à l'égard de l'I.S.R. sur une position de réserve plutôt que sur une position d'hostilité — cela en raison d'une vieille coutume de prudence corporative qui, depuis longtemps, conduit les militants de ce réseau à n'aventurer un pied qu'après avoir bien regardé. Ce serait un défaut s'ils reculaient plus vite qu'ils n'avancent, mais ce défaut, ils ne l'ont pas. L'autre réseau, le P.-O., fut évidemment influencé fortement par Bert, son secrétaire, dont je crois assez justement fixer l'état d'esprit en disant que venu au syndicalisme par le communisme, il n'a pas compris la nouvelle politique du gouvernement des Soviets, et qu'il a pris la tactique du front unique pour une abdication de pensée des bolcheviks. C'est en somme d'un excès de communisme à la russe que souffre Bert. Je suis tranquille; on le retrouvera.

Les réseaux P.-L.-M. et P.-O. écartés, que restait-il donc comme force réelle du Pacte? Autant dire rien.

(La fin au prochain numéro).